

Mobilisés pour porter les revendications !

La rentrée se fait dans une situation grave : la ministre démissionnaire, Nicole Belloubet, comme si de rien n'était, annonce l'application de l'ensemble des mesures décidées par un gouvernement qui n'a plus aucune légitimité puisque tous les ministres sont démissionnaires. Et il faudrait poursuivre les « réformes » engagées, de la réforme des lycées professionnels jusqu'au « Choc des savoirs », incluant la passation des évaluations nationales pour tous les élèves de l'élémentaire et du collège, le Pacte enseignant, le tout avec un budget prévisionnel amputé de 700 millions, et en appliquant une circulaire de rentrée qui date du 27 juin, comme si de rien n'était ?

Ni les personnels, ni les parents d'élèves ne veulent de ces réformes, largement contestées et combattues. La rentrée ne peut donc pas se faire sans une remise en cause des mesures décidées par un gouvernement démissionnaire. Pire, en cette rentrée, aucune annonce n'est faite pour améliorer les conditions de travail des personnels.

Pour FO, la rentrée ne sera pas sereine. La situation actuelle est inédite, brutale. Elle suscite beaucoup de colère chez les personnels qui subissent l'austérité, les bas salaires et les contre-réformes depuis trop longtemps. Comme l'hôpital, l'école Publique manque de tout. A titre d'exemple, dans notre département, pour cette rentrée, un nombre important de postes de surveillants (les AED) dans les collèges et lycées a été supprimé, des centaines d'élèves en situation de handicap n'auront pas l'AESH pourtant préconisé par la MDPH, les professeurs contractuels n'ont pas toutes et tous été reconduits alors qu'il manque de professeurs dans les classes. Les enseignantes et enseignants sont confrontés aux groupes de niveau – dont ils ne veulent pas et qui consomment de nombreux moyens ! *(A noter d'ailleurs que plusieurs collèges du département ont réussi à ne pas les mettre en place, ceci au terme d'une résistance acharnée !)*

200 milliards sont accordés chaque année aux entreprises, sans condition, sans contrepartie, sous forme de niches fiscales, d'exonération de cotisations sociales, faisant de notre pays l'eldorado des dividendes boursiers tandis que notre Éducation Nationale est de plus en plus dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

Le SNUDI FO 35 et le SNFOLC 35 mettront tout en œuvre pour obtenir satisfaction sur l'ensemble des revendications urgentes :

- L'abandon de toutes les contre-réformes qui cassent l'École Publique (« Choc des savoirs », PACTE, évaluations des élèves que nous appelons à boycotter, lois Rilhac, réforme du lycée professionnel, réforme du bac Blanquer...)
- L'augmentation des salaires
- L'annulation de toutes les suppressions de postes et la création de postes statutaires à hauteur des besoins
- L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive
- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, les créations de postes en IME et ITEP
- Le respect des notifications de la MDPH
- Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH et les AED